



L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

Des papiers

N° 154 – juin 2015 – 2 euros

pour tous !



Photos de l'expulsion violente des réfugiés de la Porte de la Chapelle à Paris début juin

Groupe Socialiste Internationaliste
Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Syriza et le G7 font payer la crise aux travailleurs

La crise s'approfondit...

En mars 2015, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) exprimait un optimisme tempéré au sujet de la croissance. Deux mois et demi plus tard, elle a révisé à la baisse ses prévisions pour les économies américaine, japonaise et chinoise, et elle envisage l'avenir avec circonspection.



L'OCDE relève que l'environnement économique global n'est pas dénué de risques, que les marges de manœuvre monétaire et budgétaire des États sont faibles et qu'il existe des « **signes d'excès sur les marchés financiers** ». « *Les chiffres vont être un peu décevants. Les perspectives d'amélioration restent limitées et fragiles* », a concédé son secrétaire général, Angel Gurría, lundi 1^{er} juin, devant l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF).

De nombreux aléas entourent toutefois les prévisions de l'OCDE qui identifie, entre autres sujets sensibles, la normalisation monétaire américaine, la Grèce, un atterrissage brutal de l'économie chinoise ou encore une escalade dans le conflit russo-ukrainien.

L'institution précise que son rapport n'a pas pris en compte les « *risques*

extraordinaires » résultant des effets collatéraux des politiques monétaires ultra-accommodantes adoptées pour stimuler la reprise (quête de rendement, bulles, etc.). **Ainsi, d'après le JDD, « à ce stade, la reprise apparaît surtout dans les tableurs des statisticiens. »**

Baisse du chômage, vraiment ?

D'après l'Insee, en moyenne sur le premier trimestre 2015, le taux de chômage au sens du BIT est de 10,3 % de la population active en France, après 10,4 % fin 2014¹.

En France métropolitaine, avec 2,9 millions de personnes au chômage, le taux de chômage baisse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent, à 10,0 %. Il diminue surtout pour les personnes âgées de 50 ans ou plus. Mais surtout, d'après l'Insee, **sur un an, le taux de chômage augmente de 0,2 point en métropole.**

Malgré l'aggravation du chômage et son incapacité à le masquer, Manuel Valls a promis, lors du congrès du PS, qu'il n'y aurait pas de pause dans les contre-réformes. *Les Échos* rapportent qu'il a confié, en marge du congrès, vouloir aller vite pour faire passer le projet de loi sur la croissance et l'activité du ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, quitte à recourir de nouveau à la procédure de l'adoption sans vote.

Mais pour le gouvernement et le PS, la voie est très étroite entre la hausse du chômage, les contraintes budgétaires, le souci de reconquérir l'opinion d'ici la présidentielle de 2017 et la résistance des travailleurs...

La dette grecque et l'Ukraine au cœur des préoccupations du G7

Le sommet organisé en Bavière par la

chancelière allemande n'a pas commencé sous les meilleurs auspices dimanche. Outre l'absence de Poutine, l'Ukraine et la Grèce n'ont pas manqué d'occuper le terrain.

Ainsi, Angela Merkel s'est alignée sur les États-Unis sur « *l'agression russe contre l'Ukraine* ». Avant l'ouverture du sommet, le président du Conseil européen, Donald Tusk, a déclaré : « *la Russie n'est pas ici et ne sera pas invitée plus tard tant qu'elle se conduira d'une manière agressive contre l'Ukraine et d'autres pays.* »

M. Tsipras quant à lui devrait rencontrer mercredi à Bruxelles François Hollande et Angela Merkel. L'objectif du gouvernement grec est de reprendre les négociations et de les faire avancer de façon à pouvoir présenter mercredi un nouveau document de propositions.

Vendredi 5 juin, devant le Parlement grec, après avoir déclaré que la Grèce rejetait les propositions « *absurdes* » de ses créanciers, Tsipras a ajouté vouloir trouver une solution « *qui mettra fin aux spéculations sur la sortie de la Grèce de l'euro* » et qui « *pourrait arrêter de nourrir la crise* ».

C'est dans cette perspective de gestion du capitalisme – et non dans celle du refus de payer la dette – qui implique de faire payer la crise aux travailleurs, que s'inscrit le report à fin juin des paiements de la Grèce au FMI. C'est sans doute pour cela que l'on peut affirmer, à l'instar d'*Alternatives économiques*, que **Syriza gère mieux la Grèce que la droite**²...

1) Insee, « Le taux de chômage diminue de 0,1 point au premier trimestre 2015 », www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=14&date=20150604.

2) *Alternatives économiques*, « Syriza gère mieux la Grèce que la droite... », www.alternatives-economiques.fr/syriza-gere-mieux-la-grece-que-la-d-fr_art_633_72569.html.

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO – BP 66 – 94311 ORLY CEDEX FRANCE (adresse pour toute correspondance) – Courrier électronique (E-mail) : contact@gsi-qi.org - Site Web : <http://www.gsi-qi.org/>

Clôture rédactionnelle le 8 juin 2015 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER – Relecteur : C. BOISSON – Infographie : JULINHO.

Dépôt légal à la parution – ISSN n°2268-0705

Imprimé par COREP – 89 rue de Tolbiac 75013 Paris – France

Revue de Presse Sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu » K. Marx

Par Mathieu

Dans toutes les régions du monde, la montée de la lutte des classes se poursuit. Le rejet de la barbarie capitaliste s'exprime de plus en plus par des actions organisées des travailleurs. La classe ouvrière se mobilise pour les salaires, contre les licenciements, contre les mesures anti-ouvrières prises par les différents gouvernements pour faire payer la crise structurelle du capitalisme. Ces actions expriment le fait que les travailleurs cherchent les voies de l'offensive et des alternatives politiques.

International

En **Tunisie**, quatre ans après le début du processus révolutionnaire en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, les tensions entre les classes connaissent toujours une grande intensité. Ainsi, les instituteurs ont massivement cessé le travail entre le 26 et le 28 mai. Malgré les intimidations du ministère de l'Éducation, l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) a recensé près de 96 % de grévistes en moyenne dans le pays.

Cette grève s'insère dans un contexte général de net regain des mouvements de grève autour de revendications sociales depuis plusieurs semaines. Depuis le début de l'année, ce sont 106 actions de grève qui ont été recensées par le ministère des Affaires sociales. C'est dans les régions minières, qui avaient été à l'origine de la révolution de 2011, que les mouvements de protestation contre la situation économique et contre le gouvernement sont le plus en pointe. Hôpitaux, administrations, magistrature, chômeurs se mobilisent de plus en plus massivement. Une preuve supplémentaire de la vitalité du mouvement révolutionnaire dans cette région du monde.

L'Amérique du Sud est également particulièrement touchée par une vague de protestation ouvrière croissante. Au **Brésil**, actuellement frappé par une dure situation économique, la mobilisation de larges secteurs de la classe ouvrière s'approfondit. Au cours des dernières semaines, les enseignants de plusieurs États et les ouvriers de plusieurs usines se sont mobilisés contre les licenciements et pour des hausses de salaire.

Le 29 mai, une journée nationale de lutte a eu lieu contre la politique anti-ouvrière du gouvernement de Dilma Rousseff qui veut généraliser la sous-traitance et anéantir toute garantie collective de travail. Les secteurs de l'éducation, de la santé et des transports ont été particulièrement touchés. Quarante-huit universités fédérales ont été affectées par les arrêts de travail. Les transports ont également été paralysés dans plusieurs villes.



Manifestation pour l'éducation publique et gratuite au Chili

Il y a de nombreuses manifestations et des blocages de routes. Dans la banlieue ouvrière de São Paulo, de nombreuses usines ont été concernées par des débrayages. La réponse du gouvernement a été la répression des manifestants et des grévistes.

Au **Chili**, le mouvement pour une éducation publique, gratuite et de qualité se poursuit. Ce pays, après le coup d'État qui a permis la mise en place de la dictature militaire par Pinochet, a été le laboratoire de l'application de toutes les contre-réformes néolibérales désormais appliquées dans la plupart des pays de la planète. Sous la dictature, l'enseignement a été privatisé et l'éducation y est une des plus chères au monde.

Voilà plusieurs années que la jeunesse du pays, soutenue par la classe ouvrière, exige massivement dans les rues un retour à l'éducation publique. Michelle Bachelet a été élue présidente de la République sur cet engagement, bien qu'elle sache qu'il n'irait pas jusqu'au bout dans la mesure où elle se situe du côté des marchés financiers. Elle prévoit la gratuité pour 260 000 élèves en 2016. « Insuffisant ! », répondent les manifestants.

Le 28 mai, des dizaines de milliers de jeunes ont défilé dans les rues de la capitale chilienne pour exiger la gratuité pour tous et dénoncer la répression policière contre les manifestations et les grèves.

En **Turquie**, dans la continuité des mobilisations de l'été 2013 qui ont ébranlé le pouvoir d'Erdoğan, les grèves ouvrières sont en train de se multiplier. Il y a quelques semaines, les ouvriers de l'usine Bosch de Bursa ont obtenu une augmentation de

saire. Informés de cette augmentation, ce sont les usines de l'automobile de cette ville qui se sont mises en grève (Bursa est le cœur de l'industrie automobile turque, destinée à 80 % à l'exportation, en particulier vers l'Europe).

La grève est partie de l'usine Renault de la ville avant de s'étendre à l'usine Fiat et à plusieurs sous-traitants. Plus de 15 000 ouvriers ont cessé le travail pendant treize jours pour exiger des augmentations de 60 %.

Les revendications ont été partiellement satisfaites : il n'y aura aucun licenciement, et aucune poursuite suite à la grève ; les jours de grève seront payés, des primes seront versées, les salaires seront augmentés et les travailleurs pourront adhérer au syndicat de leur choix. En effet, le mouvement de grève s'est accompagné d'une désaffiliation massive de plusieurs milliers de travailleurs du syndicat jaune Türk Metal, proche du patronat et du gouvernement.

Dans la foulée des grèves de Bursa, des usines de métallurgie d'İzmir et d'Ankara se sont mises en grève pour exiger des augmentations. Signalons aussi que la coordination CGT de Renault France a publié un tract saluant la grève des ouvriers

Renault de Turquie.

En Europe, on observe également une importante activité de la lutte des classes. Nous sommes à dix ans de la victoire du non à la constitution européenne en France et aux Pays-Bas.

Europe

Le rejet de l'Union européenne comme outil des bourgeoisies contre les travailleurs du continent s'exprime dans les élections par le rejet massif des partis institutionnels, mais aussi et surtout par la multiplication des grèves. Partout dans le continent, les travailleurs et les jeunes refusent de payer la crise des capitalistes et de leur système et cherchent les voies de l'offensive et une alternative politique.

En **Allemagne**, on constate une explosion des mouvements de grève dont les plus emblématiques sont ceux des transports ferroviaire et aérien. De nombreux secteurs se mettent en grève pour exiger des augmentations salariales, la diminution de l'âge de la retraite, etc. Par exemple, les salariés des crèches et de l'action sociale, actuellement en grève depuis le début du mois de mai, exigent 10 % d'augmentation.

Entre le mois de janvier et la mi-mai, l'organisation propatronale Institut der deutschen Wirtschaft (Institut de l'économie allemande - IW), basée à Cologne, a recensé 350 000 jours de grève. Pour toute l'année 2014, le gouvernement fédéral avait compté 150 000 jours de grève.

Les cheminots, avec le soutien du syndicat GDL, ont observé, à la mi-mai, une grève de cent trente-huit heures, la plus longue jamais enregistrée dans l'histoire du pays dans le secteur ferroviaire. Au-delà des revendications salariales, ce qui est en jeu c'est aussi l'émergence de syndicats combattifs en marge des syndicats officiels, affiliés à la DGB (centrale des syndicats allemands), complètement engagés dans le « dialogue social », c'est-à-dire dans la collaboration de classe.

Le gouvernement de grande coalition Merkel-SPD veut ainsi restreindre la liberté syndicale en limitant à une seule le nombre d'organisations de travailleurs par branche. Il s'agit ainsi de limiter le droit de grève.

Au **Royaume-Uni**, après la défaite historique du parti travailliste lors des élections législatives du 7 mai dernier, des secteurs de travailleurs continuent à se mobiliser pour dénoncer la politique anti-ouvrière du gouvernement conservateur de

D. Cameron. Les travailleurs des aciéries Tata Steel (qui ont racheté une partie des usines de l'ancienne entreprise publique British Steel) ont décidé à près de 90 % d'engager une action de grève dans les prochaines semaines en défense de leurs retraites.

Ce mouvement sera le premier mouvement national dans le secteur de l'acier depuis trente ans. Le 30 mai doit se tenir, à l'appel d'une coalition d'organisations syndicales et politiques, une journée nationale d'action contre l'austérité. Cette mobilisation doit être un prélude à un rassemblement organisé le 11 juin devant la Banque d'Angleterre pour dénoncer les coupes budgétaires imposées au nom du paiement de la dette.

Les organisateurs attendent plusieurs dizaines de milliers de participants. Alors que le Royaume-Uni est régulièrement cité en exemple par les plus fervents soutiens des marchés financiers, le pays est à nouveau rattrapé par la crise économique puisque la croissance du PIB a connu au dernier trimestre un très net ralentissement à 0,3 % de croissance seulement. Au Royaume-Uni, les chômeurs, les « travailleurs indépendants » (en réalité des chômeurs intermittents), les travailleurs pauvres, les précaires représentent une part croissante de la population active.

France

En **France**, si la situation sociale reste dominée par un nombre élevé de luttes, mais isolées, la tendance est au durcissement des affrontements et à la recherche d'unification des mobilisations et ce, dans un contexte où le gouvernement multiplie ses attaques en règle contre l'ensemble des conquêtes ouvrières.

Le **19 mai**, 50 % des enseignants étaient en grève pour s'opposer à ce qui se révèle être une ultime entreprise de sabotage de l'éducation publique : la « réforme » des collègues de N. Vallaud-Belkacem. L'ensemble des organisations syndicales de la profession (en dehors des syndicats progouvernementaux SE-Unsa et Sgen-CFDT) ont appelé à la grève.

C'est la poussée à la base qui a contraint ces organisations à l'unité. L'ampleur du rejet de cette contre-réforme inique montre qu'il est possible de faire reculer le gouvernement. Une nouvelle grève est appelée pour le **11 juin**.

Les personnels des hôpitaux publics se mobilisent également massivement contre la

loi Touraine sur les hôpitaux, dont le seul objectif est de faire des économies budgétaires, au nom du remboursement de la dette publique, et, en définitive, de faire payer la crise aux travailleurs.

La pierre angulaire du plan contre la santé publique est l'attaque contre les personnels des hôpitaux de Paris. Le directeur de l'AP-HP, Martin Hirsch, fait un véritable chantage : « Soit vous acceptez l'augmentation du temps de travail de deux heures par semaine (avec suppressions de RTT) sans hausse de salaire, soit on licencie 4 000 agents. »

L'intersyndicale CGT, Sud, FO, CFDT, CFE-CGC, CFCT a appelé à la grève le 21 puis le 28 mai. À deux reprises, ce sont près de 8 000 manifestants qui se sont réunis devant le siège de l'AP-HP, dans le quatrième arrondissement de la capitale. Les grévistes ont repris des mots d'ordre exigeant le retrait du plan Hirsch, appelant à la démission de ce dernier ainsi qu'à celle de M. Touraine, ministre de la Santé. Une nouvelle grève est prévue le 11 juin.



Les transports en commun des grandes villes du pays sont également touchés par de nombreux arrêts de travail. Ainsi les 1 400 chauffeurs de bus de Toulouse ont observé une grève de sept semaines pour exiger des hausses de salaire. L'issue du conflit risque d'avoir des conséquences sur les rapports de force entre syndicats au sein de l'entreprise.

Face à l'inflexibilité de la direction de l'entreprise et de la mairie de la ville, un protocole d'accord, qui ne satisfaisait aucune des revendications des grévistes, a été signé par la CFDT, CGT et Sud. FO a refusé de signer disant qu'il s'agissait d'un « accord dangereux pour les salariés » ; Sud (majoritaire chez les conducteurs de bus) serait au bord de l'implosion et le secrétaire de la CGT a reconnu qu'il s'agissait d'un mauvais accord.

Il y a également eu des grèves suivies dans les transports de Bordeaux et de Lyon. Les éboueurs de plusieurs villes ont cessé le travail. On recense aussi de nombreux arrêts de travail dans l'industrie et dans le commerce et la grande distribution.

Annuler la dette... pour en finir avec l'austérité !

Par Emeric

À défaut d'être une alternative pour les travailleurs et la population, l'arrivée de Syriza au pouvoir en Grèce le 25 janvier dernier a au moins été l'occasion de replacer la question de la dette publique au cœur des débats.

Partout en Europe, la gauche autoproclamée « radicale », de Die Linke en Allemagne à Podemos en Espagne en passant par le NPA et la nébuleuse Front de gauche en France, s'était fendue de déclarations de soutien, de communiqués saluant cette « victoire historique » contre l'austérité. Autant dire que les rapides trahisons du gouvernement Tsípras¹, en acceptant la tutelle de la troïka, la poursuite du remboursement des dettes publiques et l'application des plans d'austérité, en a embarrassé plus d'un...

Depuis, ce même gouvernement a annoncé la création d'une « commission pour la vérité sur la dette publique grecque », dont les travaux doivent déterminer « l'éventuel caractère odieux, illégal ou illégitime des dettes publiques contractées par le gouvernement grec ». De nouveau, les tenants d'une « autre gauche » se sont empressés de réclamer des initiatives similaires partout en Europe, à l'image des députés Front de gauche qui ont déposé début mai une proposition de résolution à l'Assemblée nationale réclamant « un éventuel (sic) moratoire sur tout ou partie de la dette, de nouvelles ressources pour financer l'économie hors de la tutelle des marchés financiers ».

Près de dix ans après l'éclatement de la bulle spéculative immobilière aux États-Unis et le basculement du monde dans une crise économique sans précédent, le débat entre « audit ou annulation pure et simple » des dettes publiques est donc relancé.

La mascarade de l'audit grec des dettes publiques

La mise en place de cette commission, loin de constituer une issue pour les travailleurs, est au contraire dans la droite lignée des trahisons de la gauche dite radicale. Sous

prétexte qu'une partie de la dette serait légitime, la direction de Syriza et le gouvernement grec préfèrent en effet réunir un panel de spécialistes pour évaluer ce qui doit ou non être payé par les travailleurs, sur la base d'arguments juridiques, plutôt que de nourrir et d'unifier les luttes, pour construire un rapport de forces suffisant et faire plier la bourgeoisie.

Le tout est bien entendu opéré dans le plus grand respect des institutions de la bourgeoisie. Ainsi, cette commission s'appuie sur le règlement adopté en mai 2013 par l'Union européenne qui prévoit dans son article 7 qu'un « État membre faisant l'objet d'un programme d'ajustement macroéconomique réalise un audit complet de ses finances publiques, afin, notamment, d'évaluer les raisons qui ont entraîné l'accumulation de niveaux d'endettement excessifs ainsi que de déceler toute éventuelle irrégularité ».



A. Tsipras avec le président de la Commission européenne J.-C. Juncker

Avec des premiers résultats attendus pour... la fin de l'année, il est clair qu'il ne s'agit ni plus ni moins que de gagner du temps pour mieux démoraliser, pour mieux retirer toute perspective aux travailleurs.

Loin d'être cantonnée à la Grèce, cette politique est relayée à l'échelle européenne. En témoigne l'appel lancé le 8 mai 2015 signé en France par O. Besancenot (NPA), G. Filoche (PS), P. Laurent (PCF - Front de gauche), C. Autain (Ensemble - Front de gauche) ou encore P. Martinez (CGT). Les signataires dénoncent le fait que « les institutions et les dirigeants européens refusent que le nouveau gouvernement applique ses engagements électoraux, comme le rétablissement du salaire minimum et des conventions collectives » et

demandent « instamment à François Hollande de s'opposer à l'étranglement financier de la Grèce, ce double déni de démocratie par lequel il renie ses engagements devant les Français et nie le droit des Grecs à décider de leur destin. » Pleurnicher sur la méchante troïka et se lamenter sur les renoncements présidentiels, voilà le programme qu'avance cette « autre gauche » !

Annuler la dette... pour en finir avec l'austérité !

Pour notre part, nous pensons que l'annulation pure et simple des dettes publiques doit figurer parmi les revendications centrales des travailleurs en France comme partout en Europe. Accepter le paiement ne serait-ce que d'une partie de la dette publique, c'est accepter le paiement de la crise par les travailleurs, dans la mesure où cette dette

est le résultat de la politique menée depuis des décennies par la bourgeoisie au travers des partis politiques institutionnels et où cette dette a déjà largement été payée par les travailleurs au travers du chômage, de la précarité, de l'austérité et des taux d'intérêt.

Nous pensons qu'il est possible d'obtenir l'annulation de la dette publique en France et en Europe.

La multiplication des mobilisations des travailleurs à travers tout le continent indique qu'une telle perspective est réalisable et que ce mot d'ordre peut servir de dénominateur commun pour l'unification de l'ensemble des luttes.

Dans cette perspective, le Groupe socialiste internationaliste vient de faire paraître un argumentaire pour l'annulation de la dette, en hors-série de L'Internationaliste. À lire et à faire lire sans modération !

1) Voir à ce sujet « La Grèce, un concentré de crise(s) » (www.gsi-qi.org/?=3394) et « Syriza remporte une victoire à la Pyrrhus qui profite à la bourgeoisie » (www.gsi-qi.org/?=3294).

Économie

La jeunesse continue de se mobiliser contre la privatisation !

Par Julinho

Il n'y a pas que dans les universités françaises que les étudiants et travailleurs se mobilisent contre la privatisation (le Mirail, Lyon II, Saint-Denis, Orsay...). Ces derniers mois, au Chili ou en Espagne

par exemple, les luttes se sont poursuivies, contre le même processus qui nous touche tous : celui de nous faire payer la dette et la crise.

Rejoignez le comité de mobilisation contre la privatisation

Depuis plusieurs mois dans les universités Paris III et Paris X, le GSI impulse un comité de mobilisation contre la privatisation. L'objectif de ce comité est de rassembler dans une structure souple et unitaire toutes les personnes de l'université, étudiants et travailleurs, qui veulent se battre et se mobiliser contre la privatisation des universités et contre la volonté du gouvernement de nous faire payer la crise et la dette.

Ce comité cherche donc à rassembler largement étudiants et travailleurs des universités, qu'ils soient organisés ou non dans un parti ou un syndicat, sur la base d'un accord simple : le retrait de la loi Fioraso – qui privatise l'université et casse nos diplômes – et le retrait de la loi Macron – qui casse le code du travail et nous promet la précarité à vie.

Nous ne le répétons jamais assez : la situation de la lutte de classe en France et en Europe prouve que les jeunes et les travailleurs veulent se battre et cherchent les voies d'une mobilisation massive¹. Cette

analyse est aussi juste concernant les universités, et les retours que nous avons eus dans les universités pendant nos campagnes le prouvent.

Les étudiants veulent se battre et, pour se mobiliser, ils cherchent un outil du type de ce comité. Un outil permettant de rassembler largement, de faire l'unité et d'avancer vers une mobilisation massive contre la loi Fioraso et la loi Macron ! Les étudiants ont compris l'ampleur de l'attaque d'Emmanuel Macron et ont conscience que nous n'obtiendrons le retrait de sa loi que si nous nous joignons aux mobilisations des travailleurs !

C'est pourquoi, par exemple, le comité a organisé un cortège unitaire réunissant des étudiants de Paris III et de Paris X lors de la manifestation du 9 avril avec une banderole exigeant le retrait de la loi Macron.

En mai, le calendrier universitaire touchait à sa fin mais l'activité du comité s'est poursuivie. Nous tiendrons fin juin, début juillet des tables de rentrée dans nos universités afin de commencer à nous

adresser aux lycéens qui viennent s'inscrire à l'université. Le comité doit être en ordre de bataille dès la rentrée. La lutte contre Macron ne fait que commencer. Continuons de faire grandir le comité de mobilisation contre la privatisation et construisons l'unité avec tous les secteurs en lutte !

1) Tous les mois, notre revue de presse sociale tente de donner une vision générale de la lutte de classe nationale et internationale.

Jeunesse

Au Chili, les étudiants mobilisés contre la « gauche radicale »

Au Chili, les étudiants se mobilisent contre la privatisation des universités. Au mois de mai, plusieurs manifestations réunissant étudiants et travailleurs des universités ont eu lieu dans différentes grandes villes du pays, notamment à Valparaíso et Santiago. Il y avait jusqu'à 150 000 manifestants brandissant des banderoles et scandant des mots d'ordre pour la gratuité de l'éducation, pour un financement totalement public des universités et contre la politique de transformation de l'éducation supérieure en marché.

Mais les revendications des étudiants chiliens dépassent largement le cadre des universités puisque de nombreux cortèges dénonçaient la corruption du gouvernement et des institutions. Certains cortèges réclamaient la renationalisation des mines de cuivre du pays afin de financer l'éducation à hauteur de ses besoins.

Depuis 2011, il n'y a pas eu une année sans que les étudiants chiliens se mobilisent contre la privatisation de leurs universités. Durant ces dernières manifestations, c'est la réforme de Michelle Bachelet – actuelle présidente du Chili – qui était rejetée, ce qui prouve le caractère bourgeois et réactionnaire de ce gouvernement qualifiés de « gauche radicale ».

En Espagne, les étudiants exigent une éducation publique et gratuite

La crise en Espagne enfonce violemment des millions de jeunes et de travailleurs dans la misère. La dette espagnole dépasse les 1 000 milliards d'euros, ce qui correspond à quasiment 100 % du PIB du pays. La bourgeoisie espagnole est bien décidée à faire payer la crise aux travailleurs et aux jeunes et, depuis 2008, il n'y a pas un jour sans que l'Espagne soit le théâtre d'affrontements durs.

Les étudiants se sont souvent mobilisés ces dernières années contre les mêmes processus de privatisation des universités que ceux de France. Les frais d'inscription ont considérablement augmenté, atteignant plusieurs milliers d'euros. Ces derniers mois, les étudiants espagnols sont de nouveau sortis dans la rue pour exiger une éducation publique et gratuite. Ils étaient 20 000 à Madrid fin mars.

Il est important de noter que les mobilisations espagnoles ont pris une voie très positive à notre sens puisque des travailleurs de différentes entreprises (comme Coca-Cola), qui mènent aussi des grèves dures dans leurs sociétés, se sont joints aux étudiants. Les mots d'ordre scandés ou inscrits sur les banderoles prouvent aussi la volonté de faire l'unité entre tous les secteurs en lutte. Ainsi, certains cortèges présentaient des banderoles exigeant une santé et une éducation publique et questionnaient le paiement de la dette publique.

La CGT Éduc' 93 se prononce pour l'annulation de la dette

par Griselda

Des débats très positifs

Le congrès de la CGT Éduc' 93 s'est tenu les 21 et 22 mai. Nous tirons un bilan très positif de ce congrès auquel ont participé une cinquantaine de militants. Les débats se sont concentrés sur :

- l'analyse de la situation européenne et la question de la dette,
- le bilan de la refonte de l'éducation prioritaire qui a touché une grande partie des établissements du département,
- les suites de la grève nationale du 19 mai contre la contre-réforme de Najat Vallaud-Balkacem.

Ces débats ont remis au centre des discussions notre soutien aux peuples grec et espagnol contre les plans d'austérité. Les militants ont également pu faire un bilan des mobilisations dans les collèges et lycées qui, n'étant plus classés éducation prioritaire, ont perdu leurs moyens.

Ces grèves et ces blocages ont démontré une nouvelle détermination chez les enseignants, mais également chez les parents d'élèves. Un rassemblement devant l'inspection académique a eu lieu le vendredi matin, suite à l'Assemblée Générale de la ville de Saint-Denis. Le congrès a pu envoyer une délégation d'une dizaine de professeurs des écoles pour participer à cette action.

Les militants ont également insisté sur la nécessité de poursuivre la mobilisation contre la réforme des collèges de manière unitaire, que ce soit du point de vue de l'intersyndicale ou en poursuivant les liens avec les parents d'élèves. Les questions et les interventions ont également montré la gravité de cette attaque et la nécessité de créer une mobilisation dans tous les établissements, pas seulement dans les collèges, mais également dans les écoles et les lycées. Nous avons soutenu ces interventions.

Notre intervention

Nous avons commencé nos interventions en remerciant la secrétaire départementale sortante ainsi que les élus paritaires pour leur soutien dans notre mobilisation pour le retrait du dossier administratif monté de toutes pièces contre notre camarade enseignante et secrétaire de la section du collège Liberté. C'est grâce à cette unité que nous avons gagné le retrait du dossier administratif et démontré son caractère antisyndical.

Nous sommes intervenus sur trois axes, en lien avec des propositions de motions et d'amendements qui avaient été adoptés en réunion de section :

- continuer la mobilisation unitaire pour le maintien du collège unique alors que le

gouvernement est déterminé à démanteler et privatiser notre système éducatif,

- intégrer à notre activité la défense des militants syndicaux victimes de répression syndicale parce qu'ils se mobilisent avec leurs collègues pour défendre un vrai service public de l'éducation,
- ouvrir les premiers débats sur la question de la dette, car cette question concentre toutes les attaques des gouvernements contre nos droits, nos acquis sociaux et nos services publics.

Dans les débats, plusieurs interventions, notamment de militants du NPA, ont nourri notre argumentaire sur le caractère illégitime de la dette, et ont fait le lien avec les dernières mobilisations des peuples grec et espagnol qui ont mis au cœur de leurs revendications l'annulation de la dette.

À chacune de nos interventions nous avons veillé à être pédagogiques et explicites pour permettre à chacun des syndiqués du congrès de s'approprier les discussions et leurs enjeux.

Nous avons également soutenu les militants du NPA, en défendant la motion qu'ils présentaient contre la répression syndicale, et qui touche aujourd'hui de plus en plus de syndicalistes dans l'enseignement.

Les votes du congrès

Les résultats des votes sont très positifs car les deux motions (pour le collège unique et pour l'annulation de la dette) que nous avons proposées ont été adoptées par le congrès le vendredi matin. La motion en défense du collège unique a été intégrée à la motion présentée par le bureau départemental dès le jeudi soir en commission des amendements. La direction du syndicat a intégré deux éléments dans la motion :

Soutien aux syndicalistes enseignants du collège Bellefontaine

Nous relayons la mobilisation des enseignants du collège Bellefontaine de Toulouse pour la réintégration immédiate des six enseignants du collège sur leur lieu de travail et pour la levée des procédures disciplinaires engagées à leur encontre. Ces derniers sont aujourd'hui la cible du rectorat de l'académie de Toulouse car ils se sont mobilisés par la grève et le blocage au mois de décembre pour le maintien des moyens REP (Réseau éducation prioritaire) dans leur établissement, et pour avoir dénoncé les emplois précaires dans l'éducation nationale. Pour cela, le rectorat a pris deux mesures : suspension d'une enseignante depuis le mois d'avril, et procédure de mutation forcée pour les cinq autres syndicalistes.

Les rectorats qui relaient la politique du gouvernement criminalisent chaque jour l'action syndicale et le droit de grève. Ne les laissons pas faire ! L'objectif est de semer un climat de peur et d'intimidation chez les militants syndicaux combattifs qui mobilisent pour défendre jusqu'au bout nos conditions de travail et les conditions d'étude des élèves... Cette répression est au service d'une politique qui détruit nos statuts, baisse nos salaires et remet en cause l'accès pour tous les élèves à une éducation de qualité.

C'est la raison pour laquelle nous saluons la mobilisation des enseignants du collège Bellefontaine et nous réaffirmons notre soutien aux syndicalistes pour leur réintégration.

Signez et faites signer la pétition du collège Bellefontaine !

Éducation

En finir avec l'Europe forteresse !

Par Jean-Louis

L'UNHCR, agence de l'Onu pour les réfugiés, évalue à 54 millions le nombre des déplacés et réfugiés dans le monde, auxquels il faut ajouter environ 5 millions de Palestiniens qui dépendent, eux, d'une autre agence, l'UNRWA ; c'est-à-dire, en tout, un record depuis la Seconde Guerre mondiale.

Près de 3 millions concerneraient la Somalie, le Soudan, le Sud-Soudan, la République démocratique du Congo ; 426 000 l'Irak ; 4,3 millions la Syrie, 2,7 millions l'Afghanistan !

Europe Ce n'est pas un hasard si ces pays sont des terrains d'intervention d'armées impérialistes ou de leurs alliés et des zones d'affrontement entre transnationales capitalistes : dans les deux cas le recours à des armées mercenaires, recrutées sur place ou fournies par des sociétés spécialisées, est de mise.

L'essentiel des mouvements de population qui ont lieu autour de la Méditerranée depuis plusieurs années est constitué de victimes de la guerre, des exactions et violences politiques auxquelles s'ajoutent les personnes poussées à l'exil par les conséquences de la phase actuelle de la crise du système capitaliste à savoir la pauvreté, la misère.

En effet, derrière la dénonciation de « l'immigration clandestine » et du trafic très lucratif auquel se livrent les passeurs, c'est bien le droit d'asile qui est visé.

Toujours selon l'Onu, depuis 2000, ce seraient vingt-deux mille personnes qui seraient mortes en Méditerranée, soit 75 % des décès en mer. Le seul 19 avril 2015, huit cents personnes sont mortes au large de l'Italie ; le week-end du 12 avril, près de dix mille avaient été secourues !

Depuis le début de l'année, en quatre mois, ce seraient quarante mille personnes qui auraient échoué sur les seules côtes italiennes. Sauf qu'en passant de l'opération Mare nostrum organisée par la marine italienne à Triton, sous l'égide de l'agence chargée des frontières de l'UE, Frontex, on

passé ostensiblement d'un prétendu « sauvetage » à de la surveillance pure et simple.

Ainsi, non sans hypocrisie, le « cœur de pleureuses » regrette le temps où Kadhafi faisait le gendarme entre le Sahel et la Méditerranée, ce qui permet d'apprécier à sa juste valeur cette déclaration de M. Valls, le Premier ministre en déplacement dans les Alpes-Maritimes, flanqué du ministre de l'Intérieur B. Cazeneuve : « *La France, déjà, a fait beaucoup : ainsi 5 000 réfugiés syriens et 4 500 irakiens ont déjà été accueillis en France depuis 2012. Nous continuerons à le faire, avec le souci que les efforts soient équitablement répartis.* »

Ces propos sont tenus en présence de MM. C. Estrosi et E. Ciotti, élus UMP du département et tenants d'une politique sécuritaire dure ; une confirmation, si besoin est, de la réalité de l'orientation du gouvernement Hollande Valls, tout entier au service des intérêts capitalistes.



M. Valls, B. Cazeneuve et C. Estrosi lors du déplacement dans les Alpes-Maritimes

La politique du gouvernement s'inscrit dans le droit fil de ses prédécesseurs. Durcissement des critères d'attribution du statut de réfugié, réduction des prérogatives de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides), généralisation de la rétention et de l'expulsion, souvent en direction du pays de provenance des demandeurs d'asile : de Pasqua à Cazeneuve, il y a trente-cinq ans d'une politique en rupture avec cette liberté démocratique fondamentale, le droit d'asile.

C'est bien la raison pour laquelle la question des « quotas » est au cœur des débats sur l'immigration « choisie » de Sarkozy à Hollande. Pour les capitalistes, seuls comptent les profits et la main-d'œuvre bon

marché est au centre de leur préoccupation de même que la division, l'atomisation du prolétariat sommé de se soumettre aux règles du « marché » du travail : c'est la course à la misère.

On le constate depuis bien longtemps, la supposée « libre circulation des hommes et des idées » n'est que la libre circulation des hommes d'affaires et des capitaux. C'est cela la réalité d'un monde capitaliste basé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est cela qu'organisent les accords et traités européens et, en conséquence de ces traités, la loi de chacun des États membres de l'UE, sachant qu'en définitive ces traités ne sont que l'aboutissement de la mise en œuvre par tous les gouvernements de l'UE de la volonté des capitalistes dont ils servent les intérêts.

Rappelons-le, ce sont bien les représentants des États qui ont signé ces traités, quand bien même ceux-ci auraient été rejetés par référendum, à l'image du traité constitutionnel européen.

Toutefois, y a-t-il une autre voie pour sauver réellement ces millions de personnes qui cherchent désespérément à survivre au péril de leur vie que d'abroger la convention de Schengen, de dissoudre Frontex, de régulariser les sans-papiers et de respecter le droit d'asile, bref d'en finir avec l'Europe forteresse ?

Faire que les « hommes et les idées » circulent librement impose de mettre fin à un mode de production qui ne peut pas accepter la survie des acquis ouvriers et des libertés démocratiques, de mettre fin à un monde dont l'horizon est la barbarie.

La perspective du GSI est celle d'un monde sans frontières, dans lequel le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ne serait pas la formule creuse de W. Wilson, président des États-Unis de 1913 à 1921, mais la réalité d'un monde socialiste, basé sur la propriété collective des moyens de production et d'échange, en route vers l'abolition de toutes ces oppressions !

Appel international au soutien de la révolution syrienne

Le 29 mai 2015

Réunion internationale de soutien à la révolution syrienne les 11 et 12 Juillet 2015 à Istanbul

Dans la continuité des activités menées en soutien à la révolution syrienne lors du Forum Social Mondial (FSM) en mars 2013, des organisations et des partis de gauche participant au FSM de 2015 ont jugé nécessaire de confirmer et de renforcer leur soutien à cette révolution. Ces organisations s'engagent à déployer tous les efforts nécessaires pour l'organisation d'une rencontre à Istanbul, au mois de juillet de cette année, réunissant toutes les forces et les partis de gauche, les organisations sociales, les syndicats et les mouvements de solidarité qui soutiennent la révolution syrienne, et qui sont prêts à défendre le peuple syrien dans sa lutte pour la révolution et son droit à renverser le régime sanguinaire de Bachar Al-Assad.

Ce qui se passe depuis mars 2011 en Syrie, est une véritable révolution. Cette révolution se poursuit malgré toute la violence et les atrocités menées par le pouvoir syrien face au peuple qui s'est soulevé, et malgré la convergence des efforts des forces régionales et internationales, qui, quoi qu'elles en disent, sont pour liquider la révolution populaire par tous les moyens, car elles craignent la réussite de la révolution et son extension à la région.

Toutes ces forces régionales et internationales sont hostiles à la révolution syrienne. C'est le cas du royaume saoudien et des pays de Golfe qui ont tout fait pour que la révolution dégénère en un conflit sectaire et en guerre civile réactionnaire, en soutenant les fondamentalistes, en envoyant des « djihadistes » et en finançant l'islamisation de la révolution. C'est aussi le

cas de la Turquie qui, après avoir bénéficié d'avantages économiques considérables de la part du régime de Bachar Al-Assad, a cherché à renforcer son influence régionale en s'imposant comme pouvoir dominant via l'instauration d'un régime où les « Frères Musulmans » auraient été le pilier principal. Ainsi, elle a facilité le passage des « djihadistes » et a favorisé leur installation en Syrie. C'est aussi le cas de la Russie et de l'Iran qui soutiennent le régime criminel et sanguinaire d'Al-Assad, à tel point que les forces militaires fournies par l'Iran deviennent incontournables pour empêcher la chute du régime syrien et sont déterminantes pour son avenir.

La Syrie a été submergée par des forces fondamentalistes qui ont combattu le peuple et qui ont essayé d'imposer leur pouvoir non moins atroce et sanguinaire. Ces forces permettent au pouvoir syrien de se maintenir. Qu'il s'agisse de l'État Islamique, de « l'Armée de l'Islam », ou du « Front al-Nosra », toutes ces forces représentent une action contre-révolutionnaire financée et soutenue par des forces régionales et internationales, comme il a déjà été mentionné, qui contrôlent actuellement de vastes régions de la Syrie, et qui essayent d'imposer leur pouvoir rétrograde, atroce et extrêmement violent. De plus, ces forces arrêtent et torturent les militants et les leaders des groupes de la résistance armée.

La révolution syrienne doit faire face à toutes les forces impérialistes qui essayent avec persévérance de la détruire, au moment où plusieurs partis qui se prétendent de gauche soutiennent le régime et condamnent la révolution en la considérant comme une « conspiration », tout en oubliant que l'objectif principal est d'effrayer le peuple et de le dissuader de se révolter au moment où le monde vit une crise qui préfigure la propagation des révolutions au-delà des pays arabes.

Le peuple syrien lutte pour se débarrasser du régime et pour instaurer une nouvelle situation qui lui permette de survivre, mais il se trouve confronté à plusieurs forces au cours de sa lutte contre le système arrogant : qu'il s'agisse des « djihadistes », des forces

impérialistes qui interviennent sous le prétexte de combattre l'EI (alors qu'en réalité il s'agit d'influencer l'évolution de la lutte en cours), ou bien des forces régionales qui cherchent à arrêter l'extension de la révolution qui a commencé en Tunisie et qui a atteint plusieurs pays.

Pour ces raisons, et en tant que forces et partis de gauche qui soutiennent la lutte des peuples et leurs révolutions, nous soutenons la révolution du peuple syrien et nous défendons sa lutte pour ses droits à renverser le régime. Nous défendons la lutte du peuple kurde, que nous saluons, ainsi que sa contribution à la révolution et au combat contre Daech, et la lutte de tout le peuple syrien qui lutte pour renverser ce régime et pour construire un nouvel État qui réponde à ces aspirations, à ces intérêts et à ces objectifs.

Ceci nous amène à nous réunir et à confirmer notre soutien, à organiser notre activité qui doit contribuer à l'éclaircissement de la réalité de la révolution, à renforcer notre efficacité et à fournir tous les efforts possibles pour que cette révolution soit victorieuse.

Nous sommes sans aucune réserve contre le régime syrien, mais nous sommes également contre les troupes fondamentalistes telles que « l'Armée de l'Islam », « le Front al-Nosra » et surtout contre Daech. Nous sommes également contre toutes les forces qui interviennent pour faire échouer la révolution et qui contribuent à la destruction et au démantèlement de la Syrie (Arabie Saoudite, Qatar, Turquie, Iran, Russie..) et contre l'intervention impérialiste américaine qui sous prétexte de mener la guerre contre Daech cherche à assurer et à renforcer son rôle et ses intérêts dans la région. Nous sommes contre toutes les forces impérialistes et contre tous les pays qui combattent les révolutions et contribuent à les détruire.

Malgré toutes les difficultés et les obstacles, la révolution syrienne continue. Le peuple syrien mobilisé en demandant de la dignité, du travail, du pain et de la liberté depuis 4 ans continue à défendre ces revendications contre le régime d'Al-Assad et contre les groupes radicaux islamistes soutenus par les pays de la région et l'impérialisme.

Syrie



Manifestation dans les rues de Babila en Syrie en 2013

Nous sommes contre les partis de l'opposition qui ont nuit à la révolution et qui ont lié leur politique aux forces régionales et aux pays impérialistes. Nous appelons les groupes de gauche et les syndicats à soutenir les masses mobilisées pour la construction d'une Syrie libre, démocratique et laïque.

Pour toutes ces raisons, nous lançons un appel pour organiser une réunion internationale de soutien à la révolution syrienne, les 11 et 12 Juillet 2015 à Istanbul, en Turquie.

Pour signer l'appel et entrer en contact avec le comité de suivi:
durugorkem.ic@gmail.com

Premiers signataires :

Salameh Kaileh
Le Courant de la Gauche Révolutionnaire en Syrie
Partie de la démocratie du travailleurs (Turquie)
Unité Internationale des travailleurs – Quatrième Internationale (UIT-QI)
Mouvement de Gauche (Liban)
Groupe Socialiste Internationaliste (France)

Argentine – Le ticket présidentiel du FIT a été lancé

Par Atilio Salusso

Le mardi 12 mai, le ticket électoral FIT qui concourra aux PASO (primaires obligatoires) a été présenté lors d'une conférence de presse à l'hôtel Bauern, à Buenos Aires. Ce ticket est composé par Jorge Altamira du Parti ouvrier (PO), précandidat au poste de

président, et par Juan Carlos Giordano, précandidat au poste de vice-président, dirigeant de la Gauche socialiste (IS) et actuel député national élu pour la province de Buenos Aires. Il a été question d'appeler à voter pour le FIT contre les politiciens patronaux.

Lors de la conférence – devant une salle pleine – étaient présents différents représentants du FIT, des députés nationaux, des députés provinciaux, des dirigeants syndicaux, des mouvements sociaux et des organisations qui se sont joints à la campagne du FIT à Buenos Aires, comme c'est le cas des camarades de l'organisation Pueblo en Marcha (Peuple en marche) entre autres.



Conférence du FIT en Argentine

étant les candidats qui vont approfondir les attaques contre les travailleurs.

En revanche, chaque vote qui ira au FIT servira à renforcer le combat pour un salaire égal au panier familial de base, indexé à 82 %, pour en terminer avec ce "modèle" de pauvreté et de corruption, et présenter un plan d'urgence dont l'objectif n'est pas le paiement de la dette externe, mais de garantir un travail, et l'accès à la santé, à l'éducation et au logement. »

Giordano a ajouté : « Le FIT vient d'obtenir de très bons résultats dans plusieurs élections provinciales. Il est arrivé deuxième à Mendoza ; troisième à Salta ; quatrième dans la ville de Buenos Aires ; il a conquis deux sièges à Neuquén et a dépassé la barre minimum malgré la fraude à Santa Fé. Ceci s'ajoute aux sièges de députés nationaux gagnés par le FIT au congrès national, grâce aux 1,2 million de voix obtenues en 2013. Ceci a été obtenu grâce à la force que donne l'unité de la gauche conquise avec le FIT. »

En ce qui concerne le fait de disputer des élections internes au FIT dans le cadre des primaires obligatoires, Giordano a dit : « Nous lançons ce ticket présidentiel pour donner un élan à la campagne nationale du

adjointe du Suteba [syndicat enseignant] combatif de La Matanza et précandidate au poste de vice-gouverneur pour la province de Buenos Aires) ; Pablo Almeida (délégué général du syndicat ATE du ministère de l'Économie) ; Silvia Fernández, secrétaire du syndicat Suteba Tigre ; le dirigeant de la FUBA (Fédération des étudiants de Buenos Aires), Nicolás Nuñez, entre autres. On a aussi lu le message d'adhésion du PSTU (section argentine de la Ligue internationale des travailleurs).

Pendant la conférence et dans plusieurs reportages des médias nationaux qui ont couvert l'événement, Giordano a indiqué : « C'est une fierté que IS m'ait désigné pour composer, aux côtés de Jorge Altamira, le ticket présidentiel du FIT. À partir de maintenant, nous nous lançons pour disputer les voix d'une large frange des travailleurs et des jeunes à Scioli, à Macri et à Massa, que nous dénonçons comme

Outre Néstor Pitrola, Marcelo Ramal, Gabriel Solano et Romina del Plá du Parti ouvrier, il y avait, pour la Gauche socialiste, la candidate au poste de gouverneur de Córdoba, Liliana Olivero ; la précandidate au poste de député national pour la province de Buenos Aires, Mónica Schlotthauer ; le candidat au poste de vice-chef de gouvernement de la ville de Buenos Aires, José Castillo ; la députée provinciale élue pour la région de Buenos Aires Laura Marrone ; le représentant de la Rencontre syndicale combative (RSC) et dirigeant de la section ouest de l'Union ferroviaire Rubén « Pollo » Sobrero, accompagné d'une importante délégation de cheminots ; Edgardo Reynoso, du corps de délégués de la ville de Sarmiento ; la dirigeante enseignante Graciela Calderón (secrétaire

FIT. Nous n'avons jamais eu l'intention de départager les différents candidats du FIT dans les primaires obligatoires.

Nous avons toujours soutenu que ces élections sont un piège et représentent un obstacle pour la gauche. Toutefois, devant l'insistance des camarades du PTS (Parti des travailleurs socialistes) de proposer la précandidature présidentielle de Nicolás Del Caño et de participer aux primaires obligatoires, nous n'avons d'autre solution que de défendre l'unité de la gauche conquise avec le FIT. »

Jorge Altamira, qui a clôturé la conférence de presse, a indiqué : « Grâce à cette initiative, nous lançons la campagne présidentielle du FIT avec l'objectif d'être la quatrième force électorale et d'occuper la seconde place politique, parce que Macri, Massa et Scioli sont les trois mousquetaires de la même politique d'attaque contre les travailleurs. »

Et il a averti : « Nous allons assister, comme il est déjà arrivé dans les provinces, à un transfert de voix du kirchnérisme et du centre gauche vers le FIT. De cette façon

nous sommes en train de devenir un pôle politique alternatif, une force avec qui compte dans les vingt-quatre districts du pays. »

À la fin, les organisateurs ont appelé à intervenir avec force sur les lieux de travail, d'étude et dans les quartiers et à défendre dès maintenant les propositions du FIT et ses précandidats, en promouvant le combat pour inciter à voter pour le FIT.

El Socialista, n° 291, 13 mai 2015

Argentine – Une politique erronée du PTS

Pourquoi le FIT est-il contraint de départager ses candidats dans les primaires obligatoires (PASO) ?

Par Luis Covas

L'annonce que le FIT départagera ses candidats à l'élection présidentielle et aux postes en jeu avec deux listes dans les primaires obligatoires a attiré l'attention de milliers de camarades. Ils se demandent logiquement pourquoi on est arrivé à une telle situation. Nous, Gauche socialiste, voulons expliquer notre position.

Le FIT est en train de grandir sur la base de l'unité de la gauche et de son programme d'indépendance de classe. Sur le plan interne, cette croissance se fait sur la base d'un accord équilibré dans la distribution des candidatures entre les trois forces nationales qui le composent (Parti ouvrier, PTS et Gauche socialiste).

Depuis la formation du FIT, en 2011, il y a un accord pour l'ordre des partis pour la formule présidentielle soit PO-PTS, sur proposition de la Gauche socialiste. PO devait être en tête de liste dans la ville et la province de Buenos Aires, le PTS à Neuquén, et IS à Córdoba, respectant ainsi le rapport de force entre les trois organisations. De plus, chaque siège obtenu devait être partagé par les trois forces, avec le critère convenu de « rotation des mandats ». Ce fonctionnement avait été conclu de manière unitaire.

Pour nous, en 2015 il ne devait pas y avoir de changements et le ticket présidentiel devait être dirigé à nouveau par Jorge

Altamira et la vice-présidence par le PTS. Mais depuis quelque temps, le PTS remet en question l'accord de 2011 et réclame que le candidat au poste de président soit du PTS, en la personne de del Caño, et que la candidature à la province de Buenos Aires lui revienne aussi. En conséquence, le PTS soutient qu'en l'absence d'accord, cette question devrait être réglée en utilisant le mécanisme des primaires obligatoires.



Comme il n'a pas été possible de convaincre les camarades du PTS de changer de position et de revenir à l'accord précédemment conclu, nous allons participer aux primaires obligatoires de manière séparée. C'est l'entêtement du PTS qui nous mène à cette situation qui n'est souhaitée ni par le PO ni par IS.

Les critères erronés du PTS

Le PTS considère que son parti est devenu le plus important du FIT et que, par conséquent, il ne peut pas rester derrière le Parti ouvrier dans le ticket présidentiel et

dans les autres élections. Il justifie le fait d'aller aux primaires obligatoires en disant que « le PO avait l'intention de diriger les listes sans tenir compte de la croissance du PTS » (Página/12, 8 mai). S'il est vrai que tous les partis du FIT ont grossi, il n'est en revanche pas vrai que le PTS est devenu « le plus grand parti du FIT ».

Ce n'est ni le parti qui mobilise le plus de personnes dans les manifestations ou les meetings, ni celui qui a la plus grande force syndicale, ni celui qui a le plus d'élus, ni celui qui a les figures publiques les plus connues. C'est pourquoi il n'est pas justifié que le PTS nous mette dans cette situation. IS ne nie à personne le droit de se croire supérieur aux autres. Mais ce qui est grave, c'est que le PTS défende depuis deux années, y compris en le votant dans ses congrès, le fait que le mécanisme des primaires obligatoires est bon pour départager les candidatures.

IS a toujours dénoncé les primaires obligatoires. Loin d'être « une manière intéressante de décider l'ordre des candidatures », comme le soutient le PTS, les primaires obligatoires ont pour but d'écartier la gauche des élections. Cela s'est vu à Santa Fé, où la justice patronale a voulu éliminer le ticket électoral du FIT bien que celui-ci ait obtenu les voix nécessaires pour dépasser la barre minimum pour se présenter aux élections.

En outre, avec les primaires obligatoires nous sommes sous le contrôle de la justice patronale. C'est pourquoi nous sommes contre le fait d'embellir ce mécanisme, qui est un piège. En revanche, IS a proposé, pendant toutes ces années où le PTS a menacé de participer seul aux primaires obligatoires pour déterminer l'ordre des candidatures, de recourir à un mécanisme différent de celui du régime. Nous avons proposé des assemblées simultanées des militants du FIT ou un autre mécanisme démocratique décidé par les trois forces. Ces propositions sont toujours rejetées par le PTS.

Nous sommes contre le fait d'utiliser les primaires obligatoires pour décider des candidatures du FIT. Mais étant donné que le PTS ne revient pas sur sa campagne ouverte pour del Caño, et pour éviter que le FIT n'explose, nous n'avons pas d'autre choix que d'accepter les primaires obligatoires, puisque nous ne pouvons pas imposer un accord au PTS contre sa volonté.

Le FIT fonctionne sur la base d'un accord entre les trois partis (ndt :PO, PTS, IS). Si un parti refuse de décider le ticket présidentiel et s'il s'entête à participer seul aux primaires obligatoires, nous n'avons d'autre issue que de les utiliser pour essayer de maintenir l'unité du FIT. Mais nous, IS, sommes clairs : la responsabilité de cette situation incombe au PTS.

Défendre l'unité du FIT malgré les primaires obligatoires

Depuis le mois de novembre de l'année dernière, le PTS mène campagne pour que del Caño soit candidat au poste de président de la République. Ils ont lancé cette campagne lors d'une conférence de presse et d'un meeting qui s'est tenu dans la salle des Argentinos Juniors. C'est pour cette raison que le FIT s'est limité à présenter des listes législatives et municipales dans les élections qui ont eu lieu, sans présenter son ticket présidentiel, ce qui a affaibli l'ensemble du FIT, puisque les candidats patronaux sont lancés dans la campagne depuis des mois.

Mais tandis que le PTS refusait de trouver un accord sur le ticket présidentiel, il en est arrivé à utiliser la candidature commune du FIT à Buenos Aires, dirigée par Myriam Bregman (PTS), pour faire la promotion de del Caño, affaiblissant de ce fait la campagne qui était déjà difficile dans ce district. Le PTS vient de ratifier sa candidature séparée par une résolution de son comité central du 10 mai.

Face à l'inacceptable retard imposé par le PTS, nous avons décidé, avec le Parti ouvrier, de mener une liste d'unité, sur la base d'une appréciation commune selon laquelle il faut d'ores et déjà présenter un ticket pour l'élection présidentielle ; nous avons adopté le critère d'incorporer d'autres

dirigeants et organisations et de maintenir l'unité du FIT.

Le sectarisme du PTS l'a amené à condamner différentes organisations qui se sont jointes au FIT. Ce parti s'est opposé à ce que les camarades des organisations Pueblo en Marcha (Peuple en marche), MP La Dignidad, Communisme révolutionnaire et d'autres organisations intègrent les listes du FIT à Buenos Aires.

C'est grâce à IS et au PO que ces organisations ont pu se joindre au FIT. Le PTS remet aussi en question le soutien au FIT du dirigeant syndical « Perro » Santillán en alléguant des différences politiques avec ce dernier. Il est clair qu'avec ces organisations et ces dirigeants nous avons des différences, mais cela ne doit pas constituer un obstacle infranchissable pour qu'ils se joignent au FIT.

Le ticket présidentiel Altamira-Giordano a donc été constitué pour disputer les voix aux partis patronaux. C'est la seule candidature qui exprime l'unité de la gauche (formée par deux des trois partis du FIT) avec le soutien d'autres organisations qui s'y sont jointes. Nous appelons à soutenir la politique de principes, unitaire et d'accords politiques du FIT en soutenant le ticket qui l'exprime : Altamira-Giordano.

El Socialista, n° 291, 13 mai 2015

<http://www.gsi-qi.org>

Sommaire du n° 154

- **Édito** – p.2
- **Revue de presse sociale** – p.3
- **Economie** :
 - Annuler la dette... pour en finir avec l'austérité – p.5
- **Jeunesse** :
 - La jeunesse continue de se mobiliser contre la privatisation ! – p.6
- **Éducation** :
 - La CGT Educ'93 se prononce pour l'annulation de la dette – p.7
- **Europe** :
 - En finir avec l'Europe forteresse – p.8
- **Internationale** :
 - Syrie : Appel international au soutien de la révolution syrienne – p.9
 - Argentine : Le ticket présidentiel du FIT a été lancé – p.10
 - Argentine : Une politique erronée du PTS – p.11